

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session

Rome, 13-14 septembre 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

POUR LE

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MICROENTREPRISES RURALES:
APPORT DE CAPITAL, ASSISTANCE TECHNIQUE
ET SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT**

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Ximena Flores

Chargée de programme de pays

tél.: +39-06-5459-2282

courriel: x.flores@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
RECOMMANDATION D'APPROBATION	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Colombie	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	5
A. Zone du programme et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	6
E. Passation des marchés, décaissement, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	10
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN COLOMBIA (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA EN COLOMBIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM (RIMS) (SYSTÈME DE GESTION DES RÉSULTATS ET DE L'IMPACT [SYGRI])	6
V. PROGRAMME COMPONENTS (COMPOSANTES DU PROGRAMME)	7
VI. ORGANIZATIONAL CHART (ORGANIGRAMME)	11
VII. MATRIZ DE GÉNERO (TABLEAU ILLUSTRANT LA QUESTION DE LA PARITÉ HOMMES-FEMMES)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Peso colombien (COP)
1,00 USD	=	2 548,20 COP
1.00 COP	=	0,00039 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

MADR	Ministère de l'agriculture et du développement rural
S&E	suivi et évaluation
PADEMER	Programme de développement des microentreprises rurales (programme du FIDA en cours d'exécution en Colombie)

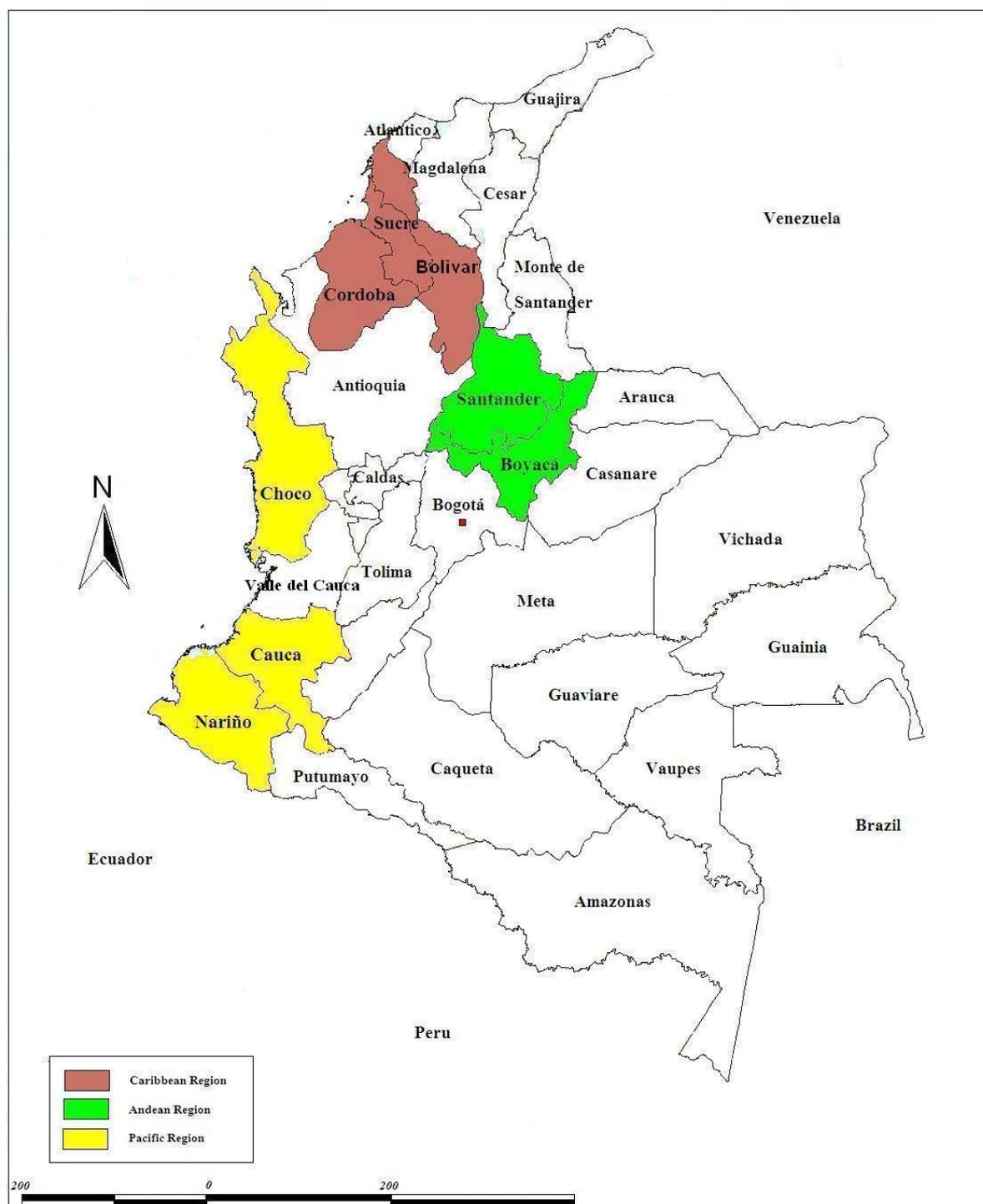
GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE
Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

RECOMMANDATION D'APPROBATION

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République de Colombie pour le Programme de développement des microentreprises rurales: apport de capital, assistance technique et soutien à l'investissement, telle qu'elle apparaît au paragraphe 46.

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME
Colombie



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MICROENTREPRISES RURALES: APPORT DE CAPITAL, ASSISTANCE TECHNIQUE ET SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République de Colombie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et du développement rural
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	32,1 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	13,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEURS:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	10 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,1 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Société andine de développement ^a

^a Il a été convenu lors des négociations que l'institution coopérante serait provisoirement la Société andine de développement. Le gouvernement demandera officiellement au FIDA de superviser directement le programme.

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les pauvres? Le programme sera exécuté initialement dans les petites zones de peuplement de la Colombie rurale, notamment dans les départements de Bolívar, Córdoba et Sucre, dans la région des Caraïbes et dans les départements de Boyacá et de Santander dans la région andine; il sera progressivement étendu à d'autres municipalités pauvres de la région Pacifique (Départements de Cauca, Chocó et Nariño) et aux autres régions du pays, 714 municipalités. Le programme ciblera directement tant individuellement que sous forme de groupes, les petits producteurs ruraux pauvres, les paysans, les microentrepreneurs et les artisans qui ne disposent que de rares ressources mais dont le potentiel est important du point de vue social, économique et culturel. Le programme accordera un caractère prioritaire aux femmes et aux jeunes et atteindra 15% des ménages ruraux dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits (soit 32 000 ménages). Sur les 128 000 bénéficiaires directs du programme, équitablement répartis entre hommes et femmes, on compte 20 000 afro-colombiens et 2 500 représentants des peuples autochtones.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté, dans la zone du programme, a pour origine principale l'accès inégal à toute une série de ressources humaines, sociales, financières, matérielles et naturelles, ce qui entraîne une transmission intergénérationnelle très élevée de la pauvreté, dont les principales victimes sont les femmes et les jeunes pour lesquels on note un taux élevé d'illettrisme en milieu rural, la rareté des sources de revenus, la faible qualification de la main-d'œuvre, un taux de chômage plus élevé que dans les villes et un accès plus limité aux services sociaux. La plupart des résidents des zones concernées par le programme sont directement victimes de la violence qui règne dans le pays depuis quarante ans. Dans les zones rurales, les femmes et les jeunes (principal groupe cible du programme), ainsi que les populations autochtones et les afro-colombiens, sont les groupes les plus défavorisés du corps social, car leur accès aux actifs et aux ressources est très limité, ainsi que le contrôle de ceux-ci. Ces groupes sociaux sont donc ceux qui souffrent le plus de la pauvreté et de l'insécurité.

Que fera le programme pour eux? L'objectif du programme est de créer, de développer et d'accroître les actifs des ruraux pauvres. Il s'agit d'une initiative pilote conçue à la demande du gouvernement dans le but d'évaluer de nouveaux outils et mécanismes pouvant bénéficier aux populations rurales démunies. Le programme comporte trois composantes principales: i) investissement et renforcement des actifs des microentreprises rurales; ii) renforcement des capacités et amélioration de l'information pour créer des liens entre les diverses parties prenantes; et iii) gestion des savoirs et administration du programme. L'objectif principal du programme est d'aider les femmes, les jeunes et les paysans pauvres à mieux accéder aux ressources financières, à l'assistance technique, aux connaissances, à l'information et aux structures de gouvernance, qui sont autant d'éléments essentiels pour le développement de leurs microentreprises rurales et de leurs débouchés. Les actifs corporels et incorporels des ruraux pauvres sont le point de départ d'un processus graduel d'éradication de la pauvreté. Parallèlement, ils renforcent le tissu social tout en réinstaurant la confiance des citoyens dans l'État.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au programme? L'approche novatrice du programme repose sur la participation pleine et entière des bénéficiaires aux responsabilités suivantes: i) définir des stratégies concernant leurs moyens d'existence et les possibilités de créer des sources de revenus; ii) identifier les besoins en matière de services techniques et de microfinance; iii) créer des comités locaux pour allouer les ressources du programme; iv) conclure des accords, au titre du programme, en vue de gérer les ressources financières sans intermédiation et être comptable de ces ressources; v) assurer le cofinancement des initiatives d'une manière efficace et progressive; vi) contribuer au dialogue institutionnel par la systématisation et la diffusion de leurs connaissances et de l'expérience acquise; vii) renforcer leurs organisations; et viii) assurer le suivi et l'évaluation du programme.

La philosophie du programme ne tient pas seulement à ses aspects participatifs mais vise également à donner aux ruraux pauvres la possibilité d'en gérer directement les ressources. En ciblant les femmes et les jeunes des milieux ruraux, le programme s'efforcera de garantir l'équité et de faire en sorte que les bénéficiaires se l'approprient.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT
À LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
DES MICROENTREPRISES RURALES:
APPORT DE CAPITAL, ASSISTANCE TECHNIQUE
ET SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de Colombie, d'un montant de 13,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions de USD), à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du Programme de développement des microentreprises rurales: apport de capital, assistance technique et soutien à l'investissement. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par la Société andine de développement en tant qu'institution coopérante du FIDA¹.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA²

A. L'économie et le secteur agricole

1. **Contexte économique.** La Colombie est classée parmi les pays à revenu faible et intermédiaire dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant a reculé de 2 411 USD en 1998 à 1 810 USD en 2003. L'économie colombienne a connu une forte croissance jusqu'au milieu des années 90. Les politiques économiques et les réformes institutionnelles adoptées en 1990 – telles que la libéralisation, la privatisation, la réforme monétaire et la réforme de l'État – ont eu des effets négatifs sur plusieurs secteurs socioéconomiques, notamment un très fort taux de chômage (surtout dans les zones rurales), une concentration de l'économie et une crise financière et bancaire. La croissance économique de la Colombie devra être de l'ordre de 4% jusqu'en 2010 pour que la pauvreté recule jusqu'aux niveaux enregistrés en 1995.

2. **Le secteur rural et agricole.** Au cours des années 70 et 80, la performance du secteur agricole s'est avérée relativement satisfaisante, affichant une croissance moyenne de 4,5% et de 2,7% respectivement. Cette situation s'est inversée au cours de la décennie passée (1990-2000), la croissance annuelle moyenne du PIB agricole (moins 2,6%) devenant négative, notamment sous l'effet des facteurs suivants: i) coûts de production élevés; ii) élimination excessivement brutale des politiques protectionnistes; iii) insécurité et violence causées par une escalade du conflit armé; et iv) forte chute des cours mondiaux des produits exportés par la Colombie. Le secteur agricole s'est quelque peu redressé depuis 2001, mais de nouveaux éléments doivent être pris en compte, comme la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique et son impact sur le secteur rural et agricole, notamment les petits producteurs. Il convient d'adopter des mesures en vue de réduire les impacts négatifs éventuels, afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et des microentreprises rurales.

¹ Il a été convenu lors des négociations que l'institution coopérante serait provisoirement la Société andine de développement. Le gouvernement demandera officiellement au FIDA de superviser directement le programme.

² Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

3. **La pauvreté rurale.** La pauvreté touche une grande partie de la population colombienne. Entre 2002 et 2005, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté ont respectivement reculé de 8 à 6 points de pourcentage. Dans les zones rurales, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont affiché une très lente décroissance, et des différences importantes subsistent dans ces zones concernant le niveau des besoins insatisfaits. Depuis 2003, cependant, on observe une tendance à la hausse. En effet, 67% de la population rurale vivait dans la pauvreté en 2004, contre 68% en 2005. L'extrême pauvreté est demeurée inchangée en 2004 et 2005, touchant près de 28% de la population rurale.

4. Les changements observés au cours de ces dernières années au niveau national montrent une certaine amélioration, mais des problèmes graves subsistent dans les zones rurales. L'indice de développement humain pour 2005³ classe la Colombie à la 69^{ème} place, dans la tranche intermédiaire en ce qui concerne le développement humain, avec quatre points de mieux par rapport à l'année précédente mais avec cinq points de moins que son classement de 2003. Bien que les perspectives de la Colombie soient dans l'ensemble positives ou favorables, le développement humain des Colombiens reste à la traîne en raison de la violence et de sérieuses inégalités socioéconomiques.

5. **Égalité des sexes et femmes rurales.** Les femmes représentent 52% de la population totale de la Colombie et 48% de la population rurale. Au niveau national, l'indicateur sexospécifique de développement humain a augmenté de 0,65 en 1985 à 0,78 en 2003. L'indicateur d'habilitation des femmes est passé entre 1997 et 2003, de 0,49 à 0,50. Malgré ce progrès, des inégalités marquées subsistent, surtout en ce qui concerne les femmes rurales, notamment dans les domaines suivants: i) les femmes dirigent 24% de l'ensemble des ménages ruraux; 57% d'entre elles ne possèdent pas de terres et 61% vivent sous le seuil de pauvreté; ii) la pauvreté touche plus fréquemment les ménages dirigés par des femmes (56%) que ceux dirigés par des hommes (52%); iii) la scolarité des femmes âgées de 15 ans ou plus est en moyenne de 4,1 ans, contre 8,7 ans dans les zones urbaines; iv) le taux moyen de conception chez les adolescentes est passé de 17% en 1995 à 19% en 2000; v) les taux de violence domestique sont élevés (sur les 173 cas quotidiens en 1999, 81% des victimes étaient des femmes et des enfants); vi) le chômage des femmes, qui a atteint 19% en 2000, est quatre fois plus élevé que celui des hommes, et le chômage des jeunes femmes culmine à 40%; vii) le revenu gagné par les femmes rurales représente en moyenne 22% seulement du chiffre pour les hommes; par ailleurs viii) les activités productives des femmes sont plus diversifiées que celles des hommes; elles travaillent dans l'agriculture (30%), les industries rurales (13%), les services (25%) et la commercialisation (32%). L'accès des femmes aux ressources est toutefois limité. Au total, 84% des décaissements effectués par la Banque agraire entre 1999 et 2000 étaient destinés aux hommes et seulement 16% aux femmes. Les titres relatifs aux propriétés vacantes sont en général attribués plus facilement aux hommes (44%) qu'aux femmes (28%). Seulement 17% des femmes rurales reçoivent une formation technique, contre 68% des hommes.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

6. Le FIDA a financé deux opérations en Colombie: i) le projet de développement rural Arauca II, exécuté de 1982 à 1989; et ii) le Programme de développement des microentreprises rurales, dont l'acronyme est PADEMER, actuellement en cours d'exécution (1997-2007).

7. **Enseignements tirés.** Le programme proposé a pris en compte plusieurs enseignements pertinents tirés d'opérations en Colombie, de projets exécutés au Pérou, et d'autres initiatives financées par le FIDA dans la région au cours des deux dernières décennies. Les caractéristiques suivantes ont donc été incorporées dans la structure du programme proposé:

- a) **Approche déterminée par la demande avec allocation directe des ressources financières** aux bénéficiaires du programme, individuellement ou collectivement (aux groupes organisés). Un des éléments stratégiques est le lien entre la demande et

³ Indice de développement humain 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

l'allocation directe de fonds publics, qui permet aux citoyens de matérialiser leurs projets personnels, de passer des contrats avec des prestataires de services techniques et de développer leurs microentreprises.

- b) **Soutien direct aux stratégies de subsistance diversifiées et évolutives, en utilisant une méthodologie de transfert des ressources afin d'améliorer l'accès des ruraux pauvres aux actifs et aux services**, ce qui est vital pour le développement de leurs marchés et de leurs initiatives.
- c) **Financement des activités des ruraux pauvres**. Les pauvres ont besoin de services financiers diversifiés qui facilitent la gestion de leurs propres ressources et des risques. Il est crucial que les plus démunis bénéficient d'un accès permanent à de tels services en payant les coûts de transaction les plus bas possibles, ce qui conduira au renforcement des marchés financiers. Le programme permettra de mettre en place des services financiers novateurs, de stimuler des services d'épargne et des programmes d'assurance-vie, de renforcer les coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que d'autres intermédiaires financiers.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Colombie

8. **Stratégie du FIDA**. Le programme est conforme à la stratégie régionale (2002)⁴ du FIDA et aux grands axes stratégiques définis dans le document sur les possibilités stratégiques de la Colombie publié en 2003, à savoir: i) développement de marchés pour les services financiers ruraux; ii) développement de marchés pour des services non financiers spécialisés; iii) développement de microentreprises rurales créatrices de revenus; iv) soutien apporté aux initiatives visant à mieux gérer les ressources naturelles et foncières; et v) création de couloirs économiques et sociaux. Il est également cohérent avec les stratégies nationales de réduction de la pauvreté conçues pour éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes, parvenir à l'autonomisation locale, développer le capital social et garantir la fourniture d'une assistance technique rurale et de services financiers novateurs, y compris l'accès à des mécanismes d'épargne.

9. **Politique gouvernementale**. Le Plan national de développement (Vers un État communautaire 2002-2006) s'appuie sur l'idée – également centrale dans le programme – d'un «état communautaire». Il s'agirait d'un État au service de la population dans lequel les citoyens, dont le rôle est fondamental, définissent les activités publiques, les exécutent et en assurent le suivi. La décentralisation est la pierre angulaire de l'État communautaire, qui reconnaît les compétences des entités régionales et des acteurs locaux. Dans le Plan de développement national, la stratégie de «gestion sociale de la Colombie rurale» propose un scénario favorable aux interventions du FIDA, notamment en ce qui concerne les objectifs suivants: i) offrir des incitations aux entreprises agricoles et non agricoles; ii) stimuler l'intégration et la synergie entre zones rurales et centres urbains; iii) consolider les organisations rurales de base et le capital social; iv) renforcer un secteur rural compétitif et productif, capable d'accéder avec succès aux marchés nationaux et internationaux et de générer des bénéfices pour les populations rurales; et v) appuyer le fonctionnement efficace des marchés financiers pour la population rurale.

10. **Stratégie de coopération internationale du gouvernement**. En 2004, le gouvernement a présenté sa stratégie de coopération internationale⁵ dans le cadre du Plan de développement national 2002-2006. Six domaines de priorité ont été identifiés: i) foresterie, ii) réintégration dans la vie civile, iii) développement alternatif et productif, iv) renforcement de la législation sociale et des droits humains, v) programmes de promotion de paix régionale et du développement et vi) déplacements

⁴ Stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes, Division Amérique latine et Caraïbes, Rome, mars 2002.

⁵ Stratégie de coopération internationale. Bureau du Président de la République de Colombie, Organisme colombien de coopération internationale, Ministère des affaires étrangères, 2004.

forcés et aide humanitaire. Le programme interviendra dans la zone des **programmes de promotion de la paix régionale et du développement**, à l'appui des activités des microentreprises rurales, la priorité étant mise sur les femmes, les jeunes, la participation citoyenne et la prévention en matière de recrutement. Dans le domaine du **développement alternatif et productif**, le FIDA apportera son soutien aux microentreprises et favorisera les activités agricoles et non agricoles, y compris les services et la transformation des produits.

11. **Activités d'éradication de la pauvreté et programmes gouvernementaux connexes.** La réduction de la pauvreté est l'une des priorités principales des plans de développement du gouvernement. Dans le cadre du Plan de développement national 2002-2006 et avec l'appui de la Banque interaméricaine de développement, le gouvernement prépare une stratégie de réduction de la pauvreté visant à aider le pays à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. L'Agence pour l'action sociale et la coopération internationale (créée en 2005 et qui relève du Bureau du Président de la République) coordonne les initiatives de lutte contre la pauvreté avec les entités nationales et la communauté des donateurs. La plupart des programmes et des projets nationaux de réduction de la pauvreté sont cofinancés par des donateurs comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Société andine de développement et le système des Nations Unies. Les investissements sont en majorité dirigés vers les régions où le conflit a été particulièrement intense. Un groupe important de donateurs bilatéraux (Allemagne, Canada, Espagne, France, Japon, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède) appuie les efforts de paix de la Colombie. Dans le secteur rural, le Ministère de l'agriculture et du développement rural est également activement engagé dans la lutte contre la pauvreté.

12. **Raison d'être du programme.** Les enseignements tirés du programme PADEMÉR, le travail de terrain et les consultations avec les parties prenantes montrent que les ruraux pauvres colombiens disposent d'actifs corporels et incorporels ayant un grand potentiel. La valeur commerciale de ces actifs est une base qui permet de lancer un processus progressif de réduction de la pauvreté, qui renforcera le tissu social et réinstaurera la confiance des citoyens dans l'État.

13. La raison d'être du programme proposé repose sur ce potentiel et s'appuie sur l'expérience du FIDA dans la région, les enseignements tirés du programme PADEMÉR en cours, et les stratégies mises en œuvre par le gouvernement pour réduire la pauvreté en milieu rural. Ces aspects, qui sont au cœur même du programme, comprennent les axes stratégiques suivants: i) articulation avec les politiques publiques liées à l'Accord sur le libre-échange avec les États-Unis; ii) stratégie de subsistance des ruraux pauvres fondée sur la diversification des activités, le programme s'efforçant de créer des débouchés pour les microentrepreneurs locaux et d'accroître la base d'actifs des ruraux pauvres; iii) développement local respectant l'identité communautaire, fondé sur une approche commerciale et renforçant les compétences de gestionnaire des talents régionaux et locaux; iv) méthodologie de transfert de ressources sur une base locale et une organisation régionale; v) élaboration de solutions novatrices en faveur des pauvres, systématisant et partageant les enseignements tirés, et influant par conséquent les politiques élaborées tout en renforçant la concertation; vi) approche déterminée par la demande qui privilégie l'allocation directe des ressources financières aux bénéficiaires, individuellement ou collectivement dans des groupes organisés; vii) mobilisation de ressources et cofinancement par les bénéficiaires eux-mêmes; viii) établissement de liens entre le monde rural et urbain, et promotion de relations commerciales et/ou productives; et ix) égalité entre les sexes, ethnicité, et questions générationnelles.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

14. **Zone du programme.** Ce programme de portée nationale sera exécuté dans des petites unités situées dans des zones rurales. La priorité sera accordée aux départements et aux municipalités qui présentent une forte densité de familles pauvres (incluant celles touchées par la violence et les déplacements), en commençant par les départements de Bolívar, Córdoba et Sucre dans la région des Caraïbes et les départements de Boyacá et de Santander dans la région andine. Le programme s'étendra progressivement aux départements de Cauca, de Chocó et de Nariño dans la région Pacifique, puis aux autres départements du pays. Il sera ainsi exécuté dans 714 municipalités caractérisées par: i) une diversité géographique et agroécologique; ii) une densité de population; iii) un potentiel culturel et socioéconomique; iv) des liens entre le monde rural et urbain; v) la présence d'organisations de ruraux pauvres, essentielle au tissu social; et vi) la présence d'institutions publiques ou privées pouvant créer des domaines de synergie.

15. **Mécanismes de ciblage et groupe cible.** La conception du programme repose sur les éléments suivants: i) approches de ciblage du FIDA; ii) sélection des municipalités présentant la densité la plus forte de familles pauvres; iii) critères d'éligibilité appliqués par le gouvernement à la sélection des bénéficiaires des programmes sociaux; iv) participation de bénéficiaires potentiels à la définition des priorités, dans une perspective d'égalité des sexes et v) évaluations annuelles de la situation sur le plan des conflits afin de donner la priorité à la prévention et aux zones postconflit.

16. En conséquence, les régions rurales et les groupes cibles comparativement plus pauvres ont été sélectionnés pour le programme. Le groupe cible est composé de petits producteurs, de paysans, de microentrepreneurs et d'artisans qui ne disposent que de rares ressources mais sont dotés d'un potentiel social, économique, et culturel dynamique. Adoptant une approche résolument proactive, le programme sera concentré sur les femmes et les jeunes, sur la base d'une évaluation montrant que ces groupes, qui comptent parmi les plus vulnérables du pays, font également partie des secteurs les plus dynamiques et possèdent des actifs prometteurs. Le programme inclut explicitement les populations autochtones et afro-colombiens qui vivent dans la zone du programme.

17. Selon les estimations, le programme bénéficiera directement à 128 000 personnes dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits, les hommes et les femmes étant répartis équitablement. Parmi les bénéficiaires directs, on compte 20 000 afro-colombiens et 2 500 membres de groupes autochtones. Les bénéficiaires du programme figurent aux niveaux 1 et 2 du Système de sélection des bénéficiaires (SISBEN), mécanisme colombien de ciblage des ménages pauvres.

B. Objectifs et portée

18. **Objectifs et portée.** Le programme a pour objectif de développement d'accroître les actifs naturels, physiques, financiers, humains et sociaux des petits entrepreneurs, notamment des femmes et des jeunes, dans les régions rurales pauvres de la Colombie.

19. L'objectif spécifique est d'accroître l'accès des ruraux pauvres – par le biais de leurs initiatives – aux ressources financières, à l'assistance technique, aux connaissances, à l'information et aux structures de gouvernance (locales, régionales et nationales) indispensables au développement de leurs microentreprises et de leurs marchés. Ce faisant, on favorisera la participation à la concertation et la formulation des politiques publiques liées à l'intégration économique et à son impact sur les ruraux pauvres.

C. Composantes

20. Le programme appuiera les meilleures initiatives présentées par les groupes cibles au moyen des composantes suivantes:

21. **Composante 1: Développement de l'investissement des actifs des microentreprises rurales.** Cette composante comprend deux sous-composantes: i) services financiers ruraux, et ii) services techniques ruraux. Au titre de la première sous-composante, le programme créera de nouvelles possibilités d'accès au microcrédit rural en facilitant l'accès aux services d'épargne et aux programmes d'assurance-vie collectifs, en dispensant une formation aux intermédiaires et aux opérateurs financiers et en promouvant l'innovation dans les services microfinanciers ruraux. La seconde sous-composante cofinancera la préparation des profils, des plans d'activité et des programmes de développement d'entreprises, ce qui élargira les possibilités d'accès aux marchés.

22. **Composante 2: Renforcement des capacités et système d'information pour les parties prenantes.** Cette composante cofinancera les activités visant à améliorer la capacité des bénéficiaires de gérer des stratégies de programme et des modalités opérationnelles afin d'utiliser les ressources financières et non financières que le programme met à leur disposition et d'accroître les compétences des fournisseurs services locaux et régionaux. Le programme financera également la création d'un système d'information pour la mise en place des marchés.

23. **Composante 3: Gestion des connaissances et administration du programme.** Avec cette composante, au cœur du programme, on s'efforcera d'identifier, d'étudier, puis de systématiser et de diffuser largement les connaissances et l'expérience acquise. Les activités prévues faciliteront le dialogue entre les acteurs locaux et les différents niveaux de gouvernement en vue d'influencer, de la base vers le sommet, les politiques et les investissements publics novateurs axés sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la population rurale. Cette composante sera alimentée par les intrants créés par les deux autres composantes. Les principales activités incluent: i) la systématisation et l'exploitation des connaissances et des expériences locales en matière de développement d'entreprises pouvant servir de base au développement local; ii) l'élaboration et la promotion de politiques publiques et d'instruments encourageant la concertation démocratique en vue de les rendre plus favorables aux pauvres; et iii) la gestion décentralisée du programme dans le but d'apprendre et de tester des approches novatrices. Dans le même temps, le programme encouragera l'innovation du point de vue du suivi et de l'évaluation, en faisant en sorte que le processus associe l'État et les citoyens. Les indicateurs servant à mesurer le gain de valeur des actifs devront permettre d'évaluer l'impact des investissements publics et de tirer les enseignements susceptibles d'influer sur la formulation des politiques publiques.

D. Coûts et financement

24. Le coût total du programme est estimé à 32,1 millions de USD (y compris les provisions). La composante 1 s'élève à 23,8 millions de USD (78% du coût de base), la composante 2 à 2,1 millions de USD (7%) et la composante 3 à 4,8 millions de USD (15%). Les provisions sont évaluées à 1,4 million de USD.

25. Le programme prévoit le transfert direct des ressources financières aux bénéficiaires. Il s'agit d'une décision stratégique visant à donner aux pauvres les moyens et l'autonomie nécessaires pour qu'ils puissent réaliser leurs initiatives de microentreprises. Il convient de noter que dans le cadre de cette stratégie, un certain nombre de caractéristiques essentielles concernant le transfert d'espèces en vue de cofinancer l'acquisition par les communautés de services techniques sont incluses, notamment: i) transfert direct aux organisations communautaires, incluant approximativement 16 millions de USD provenant du prêt du FIDA, équivalant à environ 50% du coût total du programme (y compris les provisions) et 80% du prêt du FIDA; et ii) une importante contribution de contrepartie en espèces

provenant des bénéficiaires, estimée à 2 millions de USD. Les accords seront négociés par les organisations bénéficiaires avec les prestataires de services sélectionnés par les communautés et gérés par celles-ci.

26. Le gouvernement versera un financement de contrepartie de près de 10 millions de USD (soit 31% du coût total), y compris 3,1 millions de USD au titre des droits et taxes. Au total, la contribution des bénéficiaires s'élèvera à environ 2,1 millions de USD (7%). Le FIDA apportera un prêt de 20 millions de USD (62 %), qui devraient être entièrement décaissés au bout de quelque six ans.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	
					% des coûts de base
1. Développement de l'investissement des actifs des microentreprises rurales					
Services financiers ruraux	4 771	-	4 771	-	16
Services techniques ruraux	19 055	-	19 055	-	62
Sous-total	23 826	-	23 826	-	78
2. Renforcement des capacités et système d'information pour les parties prenantes	2 065	-	2 065	-	7
3. Gestion des connaissances et administration du programme					
Gestion des connaissances	981	-	981	-	3
Administration de programmes	3 646	147	3 793	4	12
Sous-total	4 627	147	4 774	3	15
Total des coûts de base	30 518	147	30 665	-	100
Provision pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-
Provision pour aléas financiers	1 410	-	1 410	-	5
Total des coûts du programme	31 928	147	32 075	-	105

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (à l'exclusion des taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Développement de l'investissement des actifs des microentreprises rurales											
Services financiers ruraux	1 281	26,1	108	2,2	2 255	56,7	4 912	15,3	-	4 912	-
Services techniques ruraux	15 934	79,7	1 981	9,9	268	26,1	19 985	62,3	-	17 976	2 009
Sous-total	17 215	69,1	2 089	8,4	2 524	50,4	24 897	77,6	-	22 888	2 009
2. Renforcement des capacités et système d'information pour les parties prenantes	300	13,8	-	-	3 523	71,7	2 170	6,8	-	1 854	317
3. Gestion des connaissances et administration du programme											
Gestion des connaissances	763	74,0	-	-	2 070	10,4	1 032	3,2	-	906	125
Administration de programmes	1 721	43,3	-	-	5 593	22,5	3 976	12,4	147	3 193	636
Sous-total	2 484	49,6	-	-	1 870	86,2	5 008	15,6	147	4 099	-
Total des coûts de base	20 000	62,4	2 089	6,5	9 986	31,1	32 075	100,0	147	28 841	3 087

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissement, comptabilité et vérification des comptes

27. **Passation des marchés.** Les marchés seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière. Les méthodes suivantes peuvent être utilisées pour la sélection des prestataires de services de consultants: i) sélection sur la base de la qualité et du coût; ii) sélection sur la base du coût; iii) qualifications du consultant; iv) sélection du moins-disant; v) sélection sur budget forfaitaire; et vi) sélection d'un prestataire unique. La sélection des différents consultants se fera sur la base de leurs qualifications pour la mission à accomplir. Les listes restreintes de marchés de services de consultants estimés à moins de 250 000 USD peuvent ne comprendre que des consultants nationaux. Le plan de passation des marchés spécifiera les méthodes à appliquer pour les marchés de biens et de services de consultants. Ce plan pour les dix-huit premiers mois de l'exécution sera convenu avant l'entrée en vigueur du prêt et sera actualisé dès la création de l'unité de gestion nationale; il sera approuvé par le FIDA dans le cadre du premier plan de travail et budget annuel, avant le premier retrait sur le compte du prêt.

28. **Décaissement.** Le gouvernement ouvrira un compte spécial libellé en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale de Colombie. Ce compte sera géré par le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Dès l'entrée en vigueur du prêt et à la demande de l'emprunteur, le FIDA versera une avance à concurrence de 1,25 million de USD dans le compte spécial, qui sera réapprovisionné conformément aux procédures du FIDA. Le gouvernement ouvrira des crédits budgétaires au titre des fonds de contrepartie prévus pour chaque exercice financier conformément aux plans de travail et budgets annuels et les mettra à la disposition des parties au programme sur instruction du Ministère de l'agriculture. Le manuel d'opérations du programme spécifiera les procédures à utiliser pour le transfert des fonds aux agents d'exécution.

29. **Comptabilité et vérification des comptes.** Les comptes du programme seront tenus conformément aux normes comptables internationales. L'institution suprême de vérification des comptes de Colombie ou une société privée acceptable pour le FIDA contrôlera chaque année les états financiers. Les rapports d'audit seront soumis au FIDA au plus tard six mois après la fin de chaque exercice financier.

F. Organisation et gestion

30. **Gestion du programme.** Le programme sera exécuté sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture et du développement rural par le Département du développement rural, qui créera une unité de gestion nationale à Bogota, capitale de la Colombie. L'unité de gestion nationale sera responsable de la gestion des opérations, de l'administration et des finances du programme. Elle disposera d'autonomie suffisante pour: i) assurer le transfert direct des fonds aux bénéficiaires à travers des mécanismes bancaires, sans intermédiation institutionnelle, conformément aux accords conclus par l'unité de gestion nationale avec les organisations bénéficiaires; ii) gérer les fonds du prêt ainsi que les activités dans le cadre de la structure d'exécution du programme, conformément au manuel d'exécution du programme et aux plans de travail et budgets annuels; et iii) passer des contrats de services et superviser l'exécution décentralisée du programme. L'unité de gestion nationale sera dotée d'un personnel qualifié de sept cadres et de personnels administratifs de soutien qui seront recrutés par voie d'un processus ouvert et compétitif basé sur une évaluation des qualifications et de l'expérience correspondant à la description publiée pour chaque poste.

31. Les arrangements institutionnels prévus pour l'exécution du programme devront permettre une délégation et une décentralisation efficaces des décisions relatives à la gestion du programme. Il faudra pour cela créer des comités qualifiés. Les propositions seront en premier lieu évaluées au niveau local (municipalités) puis au niveau régional. Les comités locaux d'évaluation, principalement composés de représentants des bénéficiaires, seront responsables de la sélection, de la hiérarchisation des priorités et de la vérification, sur le terrain, des propositions à financer par le programme. Les comités régionaux d'allocation des ressources évalueront et sélectionneront les meilleures propositions, notamment celles qui mettent l'accent sur la viabilité commerciale et la capacité de générer des actifs supplémentaires pour les bénéficiaires. Les Comités seront composés de cinq représentants des bénéficiaires, d'un entrepreneur

privé régional, de deux représentants du Ministère de l'agriculture et du développement rural, et d'un représentant d'ONG. Les spécialistes seront également invités à participer au processus de sélection.

32. Un comité de pilotage sera responsable des aspects politiques et stratégiques du programme. Ce comité sera composé de représentants du Ministère de l'agriculture et du développement rural, du Département national de la planification, et des associations de microentreprises des bénéficiaires. Sur invitation, le FIDA et l'institution coopérante peuvent participer au comité de pilotage en tant qu'observateurs.

33. **Participation des bénéficiaires et équilibre hommes-femmes.** Les familles de ruraux pauvres ainsi que leurs initiatives de microentreprises seront les bénéficiaires directs du programme par l'intermédiaire de leurs associations de producteurs. Les organisations locales de microentreprises composées de femmes, de paysans, de petits exploitants, d'autochtones, d'afro-colombiens, d'artisans, de groupes culturels locaux et d'associations de migrants, auront accès aux ressources financières par voie d'appel à la concurrence ou d'autres incitations spécifiques. Elles pourront ainsi louer les services d'assistance technique nécessaires. Les ressources du programme leur seront transférées sans intermédiation. Sur la base d'une étude de diagnostic intergénérationnel et sexospécifique menée dans les zones prioritaires, les activités du programme seront axées sur les femmes et les jeunes, et une approche privilégiant la discrimination positive sera appliquée aux trois composantes.¹

34. **Suivi, évaluation et apprentissage.** Les caractéristiques de suivi et d'évaluation (S&E) du programme prennent en compte des directives du FIDA et des enseignements tirés du programme PADEMER et d'autres projets dans la région. L'expérience acquise par le biais du Programme pour le renforcement des capacités régionales pour le suivi et l'évaluation des projets du FIDA de réduction de la pauvreté rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes (PREVAL) s'est également avérée utile. En outre, il a été tenu compte du souhait du gouvernement de disposer dans l'avenir d'informations détaillées sur les actifs et les stratégies des ruraux pauvres et sur l'impact de l'investissement public dans les zones rurales. Les principes directeurs de S&E seront donc les suivantes: i) établissement d'un système simple et gérable axé sur la génération d'informations pertinentes relatives à l'impact du programme sur la création d'actifs pour les ruraux pauvres et leur durabilité; ii) appropriations pour les parties prenantes locales des processus, des instruments et des produits du système; iii) conception de différents produits de S&E destinés aux divers destinataires visés; iv) transparence de l'utilisation de l'information et de sa diffusion publique; et v) établissement de comités locaux d'évaluation.

G. Justification économique

35. **Bénéficiaires.** Le programme bénéficiera directement à 32 000 familles dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits et qui vivent dans les zones rurales des municipalités prioritaires dans la région des Caraïbes et la région andine. Le programme s'étendra progressivement à d'autres municipalités de Colombie. La sélection finale prend en compte des critères de forte pauvreté rurale ainsi que les possibilités de mobiliser les familles pauvres et leurs associations. Le programme contribuera à développer des actifs naturels, physiques, financiers, sociaux et humains pour 128 000 bénéficiaires directs (hommes et femmes) qui sont des petits producteurs agricoles et de microentrepreneurs pauvres. Dans le but de générer des actifs supplémentaires ou à valeur ajoutée élevée qui soient vraiment profitables, le programme élargira l'accès des ruraux pauvres – principalement des femmes et des jeunes – aux ressources financières, à l'assistance technique, à la capacité organisationnelle, aux connaissances et à l'information, qui sont cruciales pour développer des marchés, des entreprises, voire d'autres activités de leur choix.

36. **Résultats des études de cas.** Une analyse financière et économique de quatorze études de cas a donné les résultats suivants selon le scénario du programme: i) une augmentation des actifs de 2 818 USD à 3 997 USD en moyenne, soit une augmentation de 41% sur cinq ans; ii) une hausse du revenu net par

¹ Voir appendice VII.

personne concernée de 55% sur cinq ans, correspondant à une augmentation de la moyenne qui est de 891 USD avant programme pour passer à 1 376 USD après; et iii) le taux de rentabilité interne représentera en moyenne 40% et la valeur actuelle nette au plan financier sera positive. Les modèles économiques ont montré que le programme devait investir en moyenne 475 USD par bénéficiaire sur cinq ans. En ce qui concerne les plus pauvres, on peut observer ce qui suit: i) le revenu augmentera de 40 à 50% pendant la première année pour progresser plus lentement par la suite; ii) les activités à forte intensité de main-d'œuvre dégagent un taux de rentabilité interne élevé; et iii) les actifs vont presque doubler par rapport au scénario sans programme. Le programme a été conçu pour que les secteurs les plus pauvres en bénéficient plus rapidement et dans de plus amples proportions que le reste des bénéficiaires directs.

37. **Analyse économique et financière.** Dans un climat de stabilité politique, sociale et économique, le programme dégagera un taux de rentabilité interne de 17,5% pendant les six ans de la période d'exécution. Ce calcul est fondé sur le transfert direct des incitations par le biais de concours, de suppléments de revenu et d'incitations à l'épargne pour les bénéficiaires directs. Un facteur d'actualisation de 12% a été utilisé. La valeur actuelle nette économique sera positive. Les calculs tenant compte d'un facteur d'actualisation de 17% et de 12% ont montré que le taux de rentabilité interne ne changeait pas. Avec un facteur d'actualisation de 7%, cependant, la valeur actuelle nette augmente sensiblement. Un facteur d'actualisation de 17% modifie moins nettement la valeur actuelle nette.

H. Risques

38. Ce programme prend en compte la situation critique à laquelle sont confrontés les ruraux pauvres vivant au cœur du conflit armé et la ferme résolution du gouvernement de réduire la vulnérabilité de ce groupe aux conséquences du conflit. Bien que ce programme ait été formulé et examiné en interne avant l'adoption de la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement, ses objectifs tiennent néanmoins compte des orientations de cette politique, et le programme propose des mesures appropriées pour accroître la capacité d'adaptation des communautés rurales aux situations de crise.

39. L'exécution du programme présentera des risques associés au conflit qui perdure en Colombie. L'atténuation de ces risques passe par une évaluation annuelle de la situation de violence, la hiérarchisation des zones de prévention du conflit et postconflit. La mise en œuvre du programme incorporera les enseignements tirés du programme PADEMÉR, qui a montré qu'il était possible de réaliser des projets de développement rural en Colombie en adoptant les mesures suivantes: i) identifier les zones rurales où le conflit est de faible intensité; ii) conduire des évaluations du conflit sur une base annuelle, conformément aux directives du Programme de développement des Nations Unies, et formuler le plan de travail et budget annuel en conséquence; iii) agir simultanément sur différentes formes d'actifs, notamment les actifs financiers, humains et sociaux, afin que les investissements ne soient pas perdus en cas d'escalade du conflit; et iv) introduire des mécanismes complémentaires, comme des transferts de fonds moins importants, l'utilisation systématique de comptes bancaires, le recrutement de personnel local, et le contrôle social par des organisations de ruraux pauvres. De telles mesures permettront aux bénéficiaires de s'approprier le programme et de démotiver les groupes irréguliers. L'expérience tirée de PADEMÉR, qui appuie avec succès plus de 20 000 familles de microentrepreneurs, confirme que les risques peuvent être atténués lorsqu'un projet est axé sur la responsabilisation et adopte une approche de transfert direct des fonds et des responsabilités, notamment lorsque les bénéficiaires définissent leurs demandes, élaborent leurs stratégies, sélectionnent les mécanismes d'exécution et décident des coûts. Les questions liées aux inégalités hommes-femmes seront examinées à toutes les étapes des processus de planification pendant le conflit et après le conflit.

40. En outre, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique ouvre de nouvelles perspectives au secteur rural, notamment pour les micro et petites entreprises. Cependant, certains risques pourraient faire obstacle au développement économique de secteurs productifs importants, notamment les petits producteurs paysans et ruraux, et influencer négativement sur la pauvreté rurale. Le programme comprendra une analyse du continuum pendant son exécution. Le but de cette analyse est de renforcer les liens qui

pourraient bénéficier aux micro et aux petites entreprises rurales tout en favorisant une reconversion de la production qui soit suffisamment souple pour atténuer les éventuels impacts négatifs.

I. Impact sur l'environnement

41. L'analyse conduite pendant la mission de préévaluation a montré que: i) le programme appuiera les stratégies des ruraux pauvres destinées à renforcer leur accès aux actifs liés aux ressources naturelles et à réduire les incidences négatives éventuelles des initiatives de microentreprises; ii) les incidences positives potentielles de toutes les activités des composantes ont été identifiées en application des réglementations gouvernementales concernant l'environnement. En conséquence, le programme est classé dans la catégorie B.

J. Aspects novateurs

42. Le programme présentera quatre aspects novateurs, déjà présents et évalués dans d'autres projets du FIDA dans la région et récemment incorporés dans le programme PADEMER en cours:

- a) **Une stratégie fondée sur la création de sources de revenus supplémentaires pour les familles de ruraux pauvres par le biais du développement des micro-entreprises et du renforcement de leurs actifs.** Cette intervention ne consiste pas seulement à fournir des revenus mais également à accumuler des actifs. Grâce à la création et l'accumulation d'actifs, les pauvres seront mieux placés, au niveau de la famille et du groupe, pour investir dans la production, améliorer leurs capacités de négociation, exercer une influence sociale, participer à la vie politique, améliorer l'estime de soi et se protéger contre les risques.
- b) **Une méthodologie de transfert de ressources reposant sur des arrangements compétitifs d'allocation,** soit par voie de concours ou d'incitations spécifiques (dons de contrepartie) qui récompensent l'effort individuel et collectif par le biais des organisations.
- c) **Le contrôle social de l'allocation des ressources par les bénéficiaires eux-mêmes.** Les thèmes et les règles de la mise en concurrence seront définis par les bénéficiaires et leurs organisations. Leurs propositions seront notées, approuvées et vérifiées par des comités locaux d'allocation de ressources.
- d) **Une démarche proactive en faveur des femmes et des jeunes,** qui sont les groupes les plus vulnérables du pays, mais qui représentent également le plus fort potentiel (il s'agit par exemple de gérer les comptes d'épargne et/ou les autres instruments financiers lorsqu'ils sont conçus pour eux).

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

43. Un accord de prêt entre la République de Colombie et le FIDA constituera l'instrument juridique au terme duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.
44. La République de Colombie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
45. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de Colombie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 450 000 DTS) venant à échéance le 15 septembre 2026 ou avant cette date. Un prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 7 septembre 2006)

1. **Compte du programme.** Le Gouvernement de la République de Colombie (le "Gouvernement") indiquera au Ministère des finances, par l'intermédiaire de l'agent principal du programme (Ministère de l'agriculture et du développement rural), les comptes et les bénéficiaires des ressources provenant du prêt et de la contribution de contrepartie, nécessaires à l'exécution du programme.
2. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement mettra à la disposition de l'agent principal du programme, pendant la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres, pour un montant total de 10 millions de USD, conformément aux procédures gouvernementales d'usage en matière de coopération au développement. Le Gouvernement s'engage, par l'intermédiaire de l'agent principal du programme, à allouer chaque année, en les prélevant sur le budget général, les ressources nécessaires à l'exécution du programme conformément aux plans de travail et budgets annuels respectifs.
3. **Manuel d'exécution du programme.** L'agent principal du programme établira le manuel d'exécution du programme dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur. Le manuel portera sur des points tels que les modalités d'exécution des composantes et sous-composantes du programme; l'organisation du programme; le dispositif de suivi-évaluation, y compris les indicateurs de résultats annuels; les mouvements de fonds destinés aux parties au programme; les systèmes de passation des marchés, d'audit et de comptabilité; les rapports à fournir; les règles et fonctions des parties au programme; et toute autre question convenue par les parties. Le manuel spécifiera les fonctions de chaque intervenant, y compris celles qui se rapportent à la gestion financière et technique du programme. L'agent principal du programme présentera le manuel au FIDA afin de recueillir ses observations et d'obtenir son aval, après quoi il l'approuvera. S'il le juge nécessaire, l'agent principal du programme peut proposer des modifications au manuel, qui entreront en vigueur dès réception de l'aval du FIDA.
4. **Participation des femmes et des membres des populations indigènes et afro-colombiennes.** Le Gouvernement s'engage à assurer que les femmes participent à toutes les activités du programme et en bénéficient sans restriction et de préférence de façon majoritaire au sein de chacune de ces activités. Le Gouvernement veillera à la protection des intérêts, des biens et des spécificités culturelles des populations indigènes et afro-colombiennes bénéficiaires pendant la durée d'exécution du programme et, à cette fin, il s'assurera: a) que les communautés indigènes et afro-colombiennes sont suffisamment et équitablement représentées dans les activités du programmes; b) que les communautés indigènes et afro-colombiennes bénéficiaires du programme participent à la gouvernance locale et à la concertation; c) que les déclarations, accords et/ou conventions ratifiés par le Gouvernement concernant la protection des populations indigènes et afro-colombiennes soient respectés; et d) que le programme ne conduit pas à l'usurpation ou à la dégradation de territoires occupés traditionnellement par des communautés indigènes ou afro-colombiennes.
5. **Protection des ressources.** Le Gouvernement prendra toute mesure raisonnable pour assurer le respect des lois applicables en matière de protection des ressources hydriques, forestières et faunistiques de la zone du programme. De la même manière, le Gouvernement devra prendre les mesures qui sont en son pouvoir pour assurer la durabilité du projet dans le respect de l'environnement.

6. Motifs supplémentaires de suspension

- a) Le FIDA suspendra, en tout ou en partie, le droit du gouvernement de demander des retraits de fonds du compte de prêt, si l'audit n'a pas été conduit de façon satisfaisante dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur.
- b) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du gouvernement de demander des retraits du compte de prêt dans les cas suivants: i) le directeur du programme a été nommé ou révoqué sans l'agrément préalable du FIDA; ii) le FIDA a déterminé que les principaux bénéficiaires du projet ne sont pas recueillis de façon suffisante par le groupe cible ou qu'ils échoient à des personnes extérieures à ce groupe; iii) le manuel d'exécution ou l'une quelconque de ses dispositions a fait l'objet d'un déplacement, d'une dérogation, d'une suspension, d'une révocation, d'un amendement ou de toute autre modification, sans l'agrément préalable du FIDA, qui a établi que ce déplacement, cette dérogation, cette suspension, cette révocation, cet amendement ou autre modification a eu ou aura probablement un effet négatif important sur le programme; et iv) l'agent principal du programme a manqué à l'un quelconque de ses engagements et le FIDA a établi que ce manquement nuit ou nuira probablement au programme.

7. **Conditions préalables au décaissement.** Aucun retrait ne sera effectué avant: a) que le FIDA ait approuvé le plan de travail et budget annuel pour la première année du programme; b) que le FIDA ait donné son aval au manuel d'exécution; et c) que le crédit budgétaire afférent à la première année d'exécution du programme ait été approuvé conformément aux lois en vigueur.

8. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la satisfaction des conditions préalables énoncées ci-dessous:

- a) le directeur du projet a été dûment nommé avec l'agrément préalable du FIDA;
- b) l'unité nationale de gestion a été dûment mise en place;
- c) au minimum un comité local de sélection et un comité régional d'allocation des ressources ont été dûment créés;
- d) le compte spécial a été ouvert;
- e) l'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit accord ont été dûment autorisées par toutes les instances gouvernementales compétentes;
- f) le gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Ministère des finances.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

COLOMBIA

Land area (km² thousand) 2003 1/	1 039	GNI per capita (USD) 2003 1/	1 810
Total population (million) 2003 1/	44.58	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	2.2
Population density (people per km²) 2003 1/	43	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	7
Local currency	Colombian Peso (COP)	Exchange rate: USD 1 =	COP ***2,558.12
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	1.8	GDP (USD million) 2003 1/	78 651
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	22	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	4.3
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	6	1993-2003	1.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	18	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	72	% agriculture	12
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	30
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	14
Total labour force (million) 2003 1/	19.75	% services	58
Female labour force as % of total 2003 1/	40	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	21
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	110 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	8 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	14
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	12 671
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	14 a/	Merchandise imports 2003 1/	13 892
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	7 a/	Balance of merchandise trade	-1 221
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	8 a/	before official transfers 2003 1/	-4 759
Physicians (per thousand people) 2003 1/	1 a/	after official transfers 2003 1/	-1 191
Population using improved water sources (%) 2002 2/	92	Foreign direct investment, net 2003 1/	1 746
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	86	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-5
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	11	Total external debt (USD million) 2003 1/	32 980
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	3 016 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	47
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	104	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	44
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	3 485	Lending interest rate (%) 2003 1/	15
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	8
Arable land as % of land area 2003 1/	2 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	48 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	23 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

PREVIOUS IFAD FINANCING IN COLOMBIA

Project/Programme Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan / Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Rural Development Project Arauca II	IDB	IDB	I	17 Dec 81	22 Sep 82	31 Jul 89	L - I - 87 - CO	SDR	6 800 000	89.3%
Rural Microenterprise Development Programme	IFAD	CAF	O	11 Sep 96	30 Jun 97	30 Jun 07	L - I - 426 - CO	SDR	11 000 000	77.0%

CAF = Andean Development Corporation
IDB = Inter-American Development Bank

I = intermediate
O = ordinary

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
<p>Development Objective</p> <p>Social, human, financial, physical and natural assets of poor, small-scale entrepreneurs, especially women and young people, in representative rural poor areas of Colombia increased</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tangible assets increased in quantity and value (41% over 5 years) for 32,000 households (RIMS) • Decrease in prevalence (%) of malnutrition (RIMS) • Gender equality indicators (MDG/RIMS indicators) • Empowerment indicators of microenterprise organizations 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS benchmark and impact survey • Gender development and empowerment index 	
<p>Programme Objective</p> <p>Rural poor, particularly women and young people, have – through their microenterprise initiatives – improved access to financial resources, technical assistance, knowledge and information and governance structures (local, regional, national) in representative rural poor areas of Colombia</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 32,000 households with improved food security (15% of rural households with unmet basic needs) • 128,000 people receiving direct programme services (50% women and young people, 20,000 from Afro-Colombian villages and 2,500 from indigenous communities) • 24,000 households (50% women) have adopted technologies and skills connected to microenterprise development two years after completion of technical assistance, training, etc. • US\$17 million, transferred directly, is managed by beneficiaries and their organizations to cofinance their purchases of private technical services and supporting investments • Five pro-poor business instruments incorporated in rural business policies • 1,135 rural microenterprise organizations functioning after three years with improved business plans • 2,500 families with financial capital in savings accounts totalling US\$1 million 	<ul style="list-style-type: none"> • Agreements for financial resource management signed with grass-roots organizations • Programme accounting information and asset growth matrix • Agreements signed by beneficiaries with private providers of technical assistance • Banking statistics • Production and income surveys • Records of intermediate financial institutions (IFIs) concerning new pro-poor financial products 	<ul style="list-style-type: none"> • Democratic security in Colombia will increase • The financial system remains stable • National financial deregulation efforts will continue, reducing elements of financial repression • Pro-rural poor policy options maintained • Necessary fiscal backing will be maintained

3

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
<p>Component 1: Investment and asset enhancement of rural microenterprises</p> <p>Output 1: Rural poor households have better access to improved financial services with innovative and diversified financing and saving strategies (savings, micro-leasing, remittance, life insurance, etc.)</p> <p>Output 2: Microenterprise organizations are strengthened to directly contract rural technical services with directly managed financial resources</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Credit from IFIs for a total value of US\$2.25 million to microenterprise households • 1,135 microenterprise organizations served by technical service providers • 1,135 group bank accounts opened at formal IFIs • US\$3 million in counterpart funding contributed by beneficiaries' organizations and invested in technical assistance • US\$714,000 directly transferred to 2,500 young people (50% women) as matching grants for savings and investment in productive assets • 50 IFIs and/or credit unions diversify their financial products and services • 2,500 initial saving accounts opened with starting capital of US\$36 • 2,500 microenterprises with life insurance at a cost of US\$20 per year 	<ul style="list-style-type: none"> • Audited banking reporting systems (MIS) • Ex post monitoring with focus groups • Beneficiary and user satisfaction surveys • Audited accounts of programme and public agencies • On-site checks and external auditing 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of adequate technical assistance providers • Beneficiaries interested in purchasing technical assistance • Stable or rising deposit rates • IFIs interested in entering into diversified relationships with the low-income population market niche • Support and cofinancing from local actors • Subsidized credit will decrease
<p>Component 2: Capacity-building and information for stakeholder linkages</p> <p>Output 3: Entrepreneurial capabilities of rural poor and their organizations enhanced for smoother access to competitive markets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 24,000 households with improved capabilities • 90 service providers with improved capacities • 10,000 young people (50% women) trained in financing and saving strategies • 90 scholarships for total value of US\$180,000 for local service providers (50% for women) • 40 entrepreneurial innovation contests (talent contest) for a total value of US\$180,000 	<ul style="list-style-type: none"> • Records of assessment of technical assistant and training • Documentation of competitions • Reports of service providers 	

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
<p>Component 3: Knowledge management and programme administration</p> <p>Output 4: Pro-poor knowledge management system based on monitoring results and learning by microenterprise organizations and their families established and functioning</p> <p>Output 5: Microenterprises and their organizations strengthened to participate proactively in pro-poor policies in the field of microenterprise development at the local, regional and national level</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Local knowledge identified, systematized, developed and shared (48 cases of successful rural enterprises documented) • 96 studies, systematic organization actions, impact evaluations illustrating lessons learned and best practices in microenterprise development • Number of grass-roots organizations involved in dialogue and monitoring of public policies • Number of innovative experiences designed and implemented in various rural areas in Colombia • 48 prizes in 12 competitions of best practices at the organization, municipal or district level 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E system and CD-ROMs published • Records of representative grass-roots organizations and government offices • Documented and disseminated policies • Satisfaction surveys • Press notes and articles published • Technical fact sheets available to legislators and politicians, public servants, local actors, mayors, journalists 	<ul style="list-style-type: none"> • Areas of synergy with other programmes established • Availability of national and regional actors to share experiences • Experienced rural knowledge management training agencies available

<p>Main Activities:</p> <p>Component 1: Investment and asset enhancement of rural microenterprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administration and accumulation of monetary assets for productive investments • Mainstreaming into formal financial services market (promoting individual capitalization accounts), strengthening of savings and credit groups • Promote access to technical assistance services (business development) • Implementation of business ideas contests • Building up of greater efficiency and responsiveness of providers of financial and business development services • Design of improved micro-credit and saving products in local credit unions 	<p>Component 2: Capacity-building and information for stakeholder linkages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Holding of cultural competitions (festivals, fairs, exhibits, etc.) • Preparation of catalogues, tourist brochures, denominations of origin, organic certification, etc. Training in markets, business, productive chains, etc. • Training in financial and contract management • Provide access to information (yellow pages, etc.), information and communication technologies • Promote access to technical assistance services (business development) 	<p>Component 3: Knowledge management and programme administration</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gather and tap local knowledge and best practices; learn from various experiences: fairs, conferences, learning tours and internships • Advocacy: promote the project and consensus-based policies reflecting the views and practices of the rural poor as verified by experience • Generate consensus-based public policies and instruments • Establish and draw on forums for dialogue to disseminate pro-poor rural development practices • Research and experiment: implementation of concrete, focused, small research projects directly linked to the programme's methodological innovations • Ensure administrative and financial management of the programme, with a beneficiary-oriented M&E system
---	---	--

RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM (RIMS)

	Indicators		Base Line	Mid-term		Final		
Programme	Increase in productive assets	Percentage						
	% of prevalence of malnutrition	Percentage						
Components		Unit	First Year			Cumulative		
			Annual Workplan	Actual	% of Annual Workplan	Appraisal	Actual	% of Appraisal
Component 1: Investment and asset enhancement of rural microenterprises	<i>First-level indicators</i>							
	Individual microenterprises with credits	Number				2 500		
	Value of credits	US\$				2.25 million		
	Saving accounts	Number				2 500		
	Value of saving accounts	US\$				1 million		
	Life insurance	Number				2 500		
	Number of microenterprises organizations strengthened	Number				1 135		
	No of credit unions supported	Number				50		
	<i>Second-level indicators</i>							
	Households have adopted microenterprise-related technologies and skills after 2 years	Number				24 000		
Financial operating mechanisms in operation after 3 years	Number				50			
Rural microenterprises in operation after 2 years	Number				1 135			
Component 2: Capacity-building and information for stakeholder linkages	<i>First-level indicators</i>							
	Training events/demonstrations rural enterprises	Number				1 162		
	Training events/demonstrations saving accounts	Number				100		
	Service providers with improved capacities	Number				90		
	<i>Second-level indicators</i>							
Number of service providers utilizing improved knowledge	Number				40			
Component 3: Knowledge management and programme administration	<i>First-level indicators</i>							
	Successful experiences of rural enterprises documented	Number				48		
	Lessons learned by rural enterprises	Number				96		
	Prices of competitions distributed	Number				48		
General	<i>General indicators</i>							
	People receiving direct programme services	Number				128 000		
	Households with improved food security	Number				32 000		
Transfer value to beneficiaries	US\$				23 000 000			

PROGRAMME COMPONENTS

1. The programme includes three components: (i) investment and asset enhancement of rural microenterprises; (ii) capacity-building and information for stakeholder linkages; and (iii) knowledge management and programme administration.

Component 1: Investment and asset enhancement of rural microenterprises

2. The objective of this component is, through better resource administration, to make more opportunities available for access to investment sources and instruments for the rural poor and their business initiatives, facilitated by better access to key markets for rural technical and financial services.

3. Activities will be organized in two subcomponents: (1) rural financial services, including the following activities: (i) expanding opportunities for access to rural microfinance; (ii) saving and social protection services; (iii) strengthening financial intermediaries and operators; and (iv) developing and validating new financial products; and (2) rural technical services, comprising the following activities: (i) local promotion and dissemination services; (ii) financing business and entrepreneurial development profiles and plans; and (iii) expanding opportunities for market access.

1. Rural financial services subcomponent

4. The purpose of this subcomponent is to ensure that the beneficiaries and their microenterprise undertakings, particularly those of young people and women, are included in the formal financial market, by providing incentives for their access to diversified financial services, backing their investments in assets and technical assistance services with direct transfers to their bank accounts.

Activity 1: Expanding opportunities for access to rural microfinance

5. The objective is to strengthen productive undertakings by rural microenterprises and meet the need for financing to develop the livelihood strategies of rural poor families by improving their access to microfinance services, including through participation by organizations of beneficiaries themselves and intermediary financial institutions. The rationale for this strategy lies in the need for rural families and microenterprises to leverage their asset acquisitions, encouraging more and better participation by intermediary institutions in providing microfinance services on terms responsive to the needs of the programme beneficiaries and promoting greater sector competitiveness.

Activity 2: Savings and group life insurance services

6. The programme seeks to improve access for beneficiaries to financial services by promoting saving strategies among rural young people, men and women to increase asset stability for rural poor families and microenterprises and lower their risk through group life insurance. The programme will support the opening and operation savings accounts at financial institutions chosen freely by beneficiaries, giving priority to young people, men and women taking part in microentrepreneurial initiatives to enable them to: (i) develop a savings culture and deal directly with formal banks; and (ii) invest in their family and business assets.

Activity 3: Training for financial intermediaries and operators

7. The main objective is to improve management capacity among the financial institutions of beneficiaries and financial intermediaries, by promoting: (i) increased business formalization of financial intermediaries and cooperatives in the sector, encouraging best practices; (ii) self-regulation strategies rewarding better performance to directly benefit the rural poor; (iii) greater capacity to leverage new financing to expand service coverage; (iv) improved capacity to manage, design, validate and disseminate investment; and (v) developing information systems to make the sector more competitive and transparent.

Activity 4: Development of innovations in rural microfinance services

8. The aim is to design, apply, evaluate and replicate new rural financial services to expand options available to fund the assets of rural families and microenterprises, helping to improve economies of scale, lowering transaction costs and improving conditions of access (interest rates, maturities, modalities, etc.). This activity will analyse and build in lessons learned in terms of new rural financial services in Colombia and elsewhere, adapting successful experiences and monitoring and disseminating their results to apply them on a large scale in the sector.

2. Rural technical services subcomponent

9. The aim is to enable microenterprise organizations to access financing to contract technical support services directly in order to better participate in rural goods and services markets by mobilizing their cofinancing contributions and expanding their income opportunities. Major activities will be: (i) cofinancing entrepreneurial programs and business plans and profiles; and (ii) expanding opportunities for market access.

Activity 1: Cofinancing of business programmes, business plans and profiles

10. The objective is to facilitate financing to give beneficiary associations access to technical services benefiting their business undertakings, based on needs identified by the microentrepreneurs themselves. Using a simple procedure, the beneficiaries will identify their business opportunities, technology and commercial needs and development level of their associations. According to the quality and depth of their associational background, the beneficiaries will draw up their demands for services using differentiated procedures based on the scale of their technical assistance requirements. The programme will organize rural technical services in three operating areas: (a) business profiles; (b) business plans; and (c) business programmes.

Activity 2: Expanding opportunities for market access

11. The objective is to promote access by rural microenterprises to new market opportunities relevant to their business strategies, through activities in local and regional dissemination, promotion and commercial negotiation. The programme will aggregate demand by rural microenterprises and identify and subcontract the organization of cross-cutting events (local, regional and national) to bring rural microenterprises into those production chains most relevant to their strategies for development in each territorial area.

Component 2: Capacity-building and information for stakeholder linkages

12. The component aim is to enable beneficiaries to access the knowledge and information they need to manage their business initiatives competitively, by improving their negotiations with local and regional providers of technical and financial services and individual men and women. The component

comprises the following activities: (1) building capacity and skills; and (2) market development information.

Activity 1: Building capacity and skills

13. The objective is to build capacity among beneficiaries to manage strategies, services and operating modalities for financial and non-financial resources facilitated by the programme and to improve the skills of local and regional service providers.

Activity 2: Market development information

14. The programme will cofinance, with local and regional talent and enterprises, the design and dissemination of information to improve the transparency of markets for rural financial services and technical services in support of rural microenterprises.

Component 3: Knowledge management and programme administration

15. The component's objective is to use decentralized management to enable association-based access by the rural poor to direct administration of public resources in support of their livelihood strategies and income-generating initiatives, and to improve their access to democratic dialogue with participation by relevant public and private stakeholders, in order to systematize and learn from their own experiences by contributing recommendations for the design of public policy in local, regional and national environments.

16. This first component contains two main activity clusters: (i) knowledge management, including monitoring and evaluation activities, and including mainly systematization, monitoring, evaluation and studies to contribute to the design of public policy while valuing the knowledge assets of beneficiary associations; and (ii) programme administration for human resources management, operation and administration through a specialized international agency. Major component activities are as follows: (i) systematization and development of local business experience and knowledge; (ii) development and promotion of public policies and instruments; (iii) monitoring and evaluation; and (iv) programme management.

Activity 1: Systematization and development of local business experience and knowledge

17. This activity will be directed to associations of rural microenterprises; local economic organizations; peasant, indigenous and Afro-Colombian associations; municipal governments; private development organizations and other public and private stakeholders involved in supporting business initiatives by the beneficiaries, either by providing technical services and/or by taking part in designing and planning actions and measures involving microenterprise activities by beneficiaries. This will enable: (i) drawing on and valuing local knowledge and best practices; (ii) learning from diversified experiences; and (iii) generating inputs for the analysis and development of public policy and instruments.

Activity 2: Development and promotion of public policies and instruments

18. This activity will promote consensus-based lessons, policies and instruments incorporating the views of beneficiaries, the NMU and key sector institutions, under innovative practices, among the various stakeholders – policy design professionals, public servants, politicians, the general public, and so on – with influence on the dissemination and appropriation of such public policies.

19. For policy design purposes, the programme will establish, in collaboration with local public and private institutions, forums for dialogue and exchange of experiences favouring business

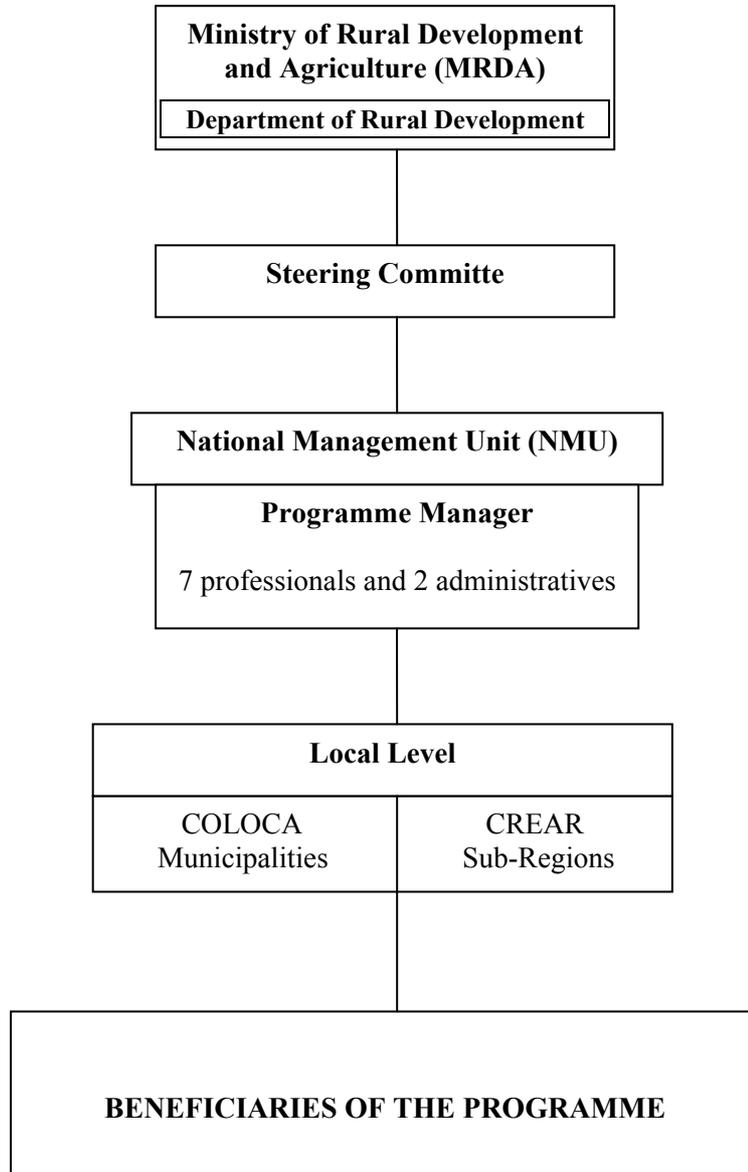
initiatives by the rural poor, calling on local and regional stakeholders with technical and political skills to improve the policy and regulatory framework for rural microenterprise.

20. Policy dialogue workshops will bring together the programme's beneficiary associations with national and departmental stakeholders with influence on decision-making (MADR, other ministries, funds, financial institutions, programmes and projects, research and training centres). At these workshops, in addition to presenting the results of systematization processes carried out, key strategies will be identified to improve conditions for production and market access for rural enterprises, especially with respect to regulations affecting their current performance. In addition to identifying the changes required and the entities responsible for them, the programme will collaborate on designing mechanisms for monitoring.

Activity 3: Programme administration

21. Programme administration will focus on the following objectives: (i) decentralize implementation by mobilizing local and regional service providers; (ii) include innovative management modalities including information technologies to facilitate a constant flow of information (Internet applications, updated information available to beneficiaries on the status of their applications, e-training, electronic funds transfers, etc.); (iii) analyse the programme's progress and results to develop and design measures and recommendations at the various policy management levels involved in promoting rural microenterprise; and (iv) provide ongoing training and upgrading for the technical team to ensure effective implementation of the programme's strategies, including gender, ethnicity and age equity.

ORGANIZATIONAL CHART



MATRIZ DE GÉNERO

Diagnóstico (pobreza y dinamismo económico, social y cultural) ¹	Enfoques y mecanismos propuestos en el programa	Resultados esperados
<p><u>Activos humanos</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Jefatura de hogar</i>: 28% de los hogares tienen jefatura femenina (2000, dato subestimado considerando los efectos del desplazamiento y el rol económico/social de las mujeres) ▪ <i>Migración</i>: afecta mayormente a las mujeres jóvenes (26 % de emigrantes v/s 18 % de los hombres). La principal causa de migración es la violencia. ▪ <i>Desplazamiento</i>: en el 35% del total de hogares desplazados por la violencia, la mujer es cabeza de familia. Sobre 170 000 personas desplazadas, el 70 % son mujeres y niños; 42 % de hogares desplazados son jefaturizados por mujeres. ▪ <i>Violencia familiar</i>: a nivel nacional, altos índices sobre todo en las mujeres entre los 18 y 35 años (<i>Embarazos adolescentes</i> en mujeres de 13 o 14 años). ▪ <i>Discriminación en el acceso a la educación, oportunidades de empleo y remuneración</i>. ▪ <i>Acceso a capacitación y asistencia técnica</i>. A nivel nacional: sobre el total de la capacitación técnica impartida a nivel rural, sólo el 17 % llega a las mujeres. ▪ <i>Vinculación con la cultura</i>. Las mujeres desarrollan diferentes iniciativas económicas que ponen en valor sus conocimientos y prácticas tradicionales; muestran un alto sentido ciudadano para con el lugar de origen. <p><u>Activos sociales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Organizaciones sociales y económicas femeninas</i>. Existe una participación cercana al 50% de mujeres en asociaciones microempresariales. a) Microempresas familiares (formalizadas o no) que agrupan a mujeres de distinta generación pertenecientes al núcleo familiar (fuertes por eficiencia social y económica, creatividad, oportunidad en los negocios). b) Organizaciones vinculadas al Estado: oficinas de las mujeres rurales en las secretarías departamentales de agricultura (débiles por 	<p><u>Enfoque del programa</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Relación con las políticas de Estado</i>. <ul style="list-style-type: none"> - La propuesta del programa ha tomado en cuenta las <i>Políticas Mujeres Constructoras de Paz y Desarrollo</i> de la Consejería para la Equidad de Género del GdC en el marco de la <i>Promoción del Manejo del Campo</i> del Plan Nacional de Desarrollo (PND). Éstas plantean que las mujeres, adultas, jóvenes y niñas tengan un mayor acceso a los recursos, la propiedad, el poder y la autonomía en las decisiones sobre sus bienes, con una focalización en las mujeres rurales. El programa aportaría a introducir nuevos conceptos y validar mecanismos de inversión pública con enfoque de género en el ámbito de las entidades públicas competentes (MADR, DNP, ministerios sectoriales, fondos, entidades financieras y otros) y reforzando los aprendizajes y lecciones obtenidos en el Programa PADEMER donde las mujeres lograron una participación cercana al 50%. - La focalización de los grupos-objetivo del programa, y particularmente de las mujeres, refleja una política del GdC y se basará en el SISBEN (niveles 1 y 2) para identificar los mayores niveles de pobreza. Se considerarían no sólo las jefas de hogar sino el conjunto de mujeres mayores de 15 años diferenciadas por criterios ocupacionales, económicos, generacionales, étnicos y relativos a la situación familiar. ▪ <i>Relación con los programas de inversión pública</i>. <ul style="list-style-type: none"> - El programa establecería relaciones de coordinación y complementariedad con el Estado y la Cooperación Internacional en áreas temáticas y territoriales afines que privilegien el enfoque de género - Tales relaciones se basarían en: (i) una complementariedad en cuanto a tipo de inversiones ; (ii) los servicios financieros; - Se buscarían complementariedades en lo que concierne a inversiones en la valorización del patrimonio cultural tangible 	<p><u>Universo del grupo-objetivo directo del programa</u> (en 150 municipios): 128 000 beneficiarios directos (mujeres y varones adultos). Se incluyen también en similar proporción de hombres y mujeres, 20 000 beneficiarios de los pueblos afro descendientes y 2 500 de los pueblos indígenas. Todos ellos son microempresarios, pequeños productores agropecuarios, o combinan diferentes estrategias de vida.</p> <p><u>Criterios y dimensionamiento del grupo objetivo de mujeres</u> (50% del total de beneficiarios):</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Criterio ocupacional (pequeñas productoras agropecuarias: 21 000; microempresarias: 30 000; combinación de estrategias: 12 000) <p><u>Beneficiarios (número y tipo) por componente</u></p> <p>CI: Inversiones y Capitalización en los Activos de las Microempresas Rurales</p> <p>A1: Ampliación a oportunidades de acceso a microcrédito</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 750 mujeres con microcrédito; 1200 hombres adultos y 550 jóvenes adultos. ▪ 2 500 mujeres en movilización del ahorro rural; 1500 hombres adultos y 1 000

¹ El criterio de pobreza y el criterio de dinamismo económico, social y cultural se utilizaron para la selección de los grupos-objetivo del programa. Al respecto ver la sección IV del informe principal.

Diagnóstico (pobreza y dinamismo económico, social y cultural) ¹	Enfoques y mecanismos propuestos en el programa	Resultados esperados
<p>la ausencia de políticas de género comunes al sector)</p> <p>c) Organizaciones impulsadas por programas sociales: clubes de amas de casa rurales pertenecientes a la Asociación Nacional de Amas de Casa; centros de madres comunitarias integrantes de la Asociación Nacional de Madres Comunitarias (débiles por estar focalizadas en sectores parciales de mujeres; dependientes de la ayuda externa asistencial)</p> <p>d) Organizaciones de reivindicación de los derechos de las mujeres rurales: afiliadas departamentales de la ANMUCIC (débiles por persecución política; dependencia de la Cooperación Internacional; rol de intermediación poco eficiente hacia las mujeres de base en iniciativas económicas)</p> <p>e) Asociación de artesanas y otros grupos productivos (criadoras de chanchos y pollos, vendedoras de pescados, floreras, areperas, entre muchos otros) (mayor grado de desarrollo si su origen ha sido autónomo sin intermediación de ONGs y otras instituciones)</p> <p>f) Grupos que se asocian para vender servicios a los municipios (las “escobitas”, las “jardineras”) (grado de desarrollo variable: dependencia de los recursos de la alcaldía; interés en el mejoramiento ambiental, económico y social)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Organizaciones mixtas.</i> En los grupos productivos y culturales (sobre todo en Caribe) las mujeres participan activamente. Lo hacen menos en las cooperativas, gremios (empresas comunitarias y comités campesinos afiliados a la ANUC) y en las JAC ▪ <i>Grados de participación femenina:</i> (iii) menor participación de las campesinas respecto a las microempresarias y las mujeres ocupadas en actividades extraprediales ▪ <i>Características generales de las organizaciones sociales femeninas o mixtas con participación femenina:</i> (i) el debilitamiento de las organizaciones por el conflicto armado está siendo enfrentado por las redes sociales informales basadas en la confianza recíproca y por el crecimiento de las organizaciones productivas y culturales; (ii) escasa formalización las organizaciones femeninas. <p>Activos financieros</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En 2003 a nivel nacional, del total de los créditos sólo el 26% fueron créditos colocados a mujeres. Para el Banco Agrario entre 	<p>e intangible en el área de cobertura; con ACIDI en relación con las iniciativas del Fondo de Equidad; con la Cooperación de los Países Bajos para el manejo de recursos naturales en área indígenas</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Enfoque hacia los activos.</i> Al plantearse una estrategia basada en los activos de los pobres se superaría una lógica basada sólo en ingresos. La acumulación de activos permitiría enfocar de manera más sistémica e integral los diferentes roles que las mujeres cumplen (en la producción, reproducción y gestión) permitiendo incrementar su capacidad de negociación personal, la influencia social, la participación política (activos inmateriales: capital humano y autoestima, capital social) y protegerse mejor de los riesgos asociados a la violencia de las zonas rurales del país. Simultáneamente se acompañarían también las estrategias de hombres adultos y jóvenes en el marco del fortalecimiento del tejido social local ▪ <i>Enfoque de potencialidad.</i> Se reconoce el nivel de desamparo y pobreza que afecta particularmente a las mujeres rurales. Sin embargo también se ha identificado su gran dinamismo personal, económico y humano que las convierte en sujetos con múltiples potencialidades y estrategias que requieren, para ser desarrolladas, de acciones positivas explícitas por parte del Estado ▪ <i>Enfoque de demanda.</i> Con base en los resultados del sondeo local y las consultas públicas, además de la experiencia del PADEMER se ha identificado una sólida capacidad de las mujeres del área de cobertura para identificar sus negocios, emprendimientos y sueños de vida ▪ <i>Transferencias directas de recursos financieros.</i> El programa actuaría a través de diversos incentivos públicos (recursos para la capitalización, la contratación de servicios y el acceso a la información en forma de premios o de ahorro bonificado) transferidos sin intermediación institucional, a través de contratos ▪ <i>El derecho a soñar y cambiar.</i> El enfoque relativo a los activos, el de demandas y el de transferencia directa de recursos implicarían que las mujeres puedan orientar sus estrategias no sólo a obtener mayores ingresos sino a tratar de concretizar sus 	<p>jóvenes adultos</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 200 mujeres con microseguros <p><i>A2: acceso a servicios de asistencia técnica:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 22 000 mujeres, 6 300 hombres jóvenes y 15 000 hombres adultos); <p><i>A3: Tres eventos locales, regionales y nacionales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 300 mujeres capacitadas en gestión financiera <p>CII: Capacidades e Información para la Articulación de Actores Locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ A1: 1 200 mujeres capacitadas ▪ A2: 1 800 mujeres que participan en los concursos de talentos ▪ A3: 2 500 mujeres acceden a sociedades y alianzas empresariales <p>CIII: Gestión del Conocimiento y Gerencia del Programa</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sistematización y valorización de conocimientos (1 500 mujeres, 500 hombres jóvenes y 1 000 hombres adultos) <p>Beneficios</p> <p>Programa en conjunto</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Acrecentamiento de los activos humanos, sociales, financieros, físicos y naturales de los grupos objetivo establecidos <p>CI: Inversiones y Capitalización en los Activos de las Microempresas Rurales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mujeres con activos financieros

Diagnóstico (pobreza y dinamismo económico, social y cultural)¹	Enfoques y mecanismos propuestos en el programa	Resultados esperados
<p>1999 y 2000, sólo el 16 % fue para mujeres (84 % para hombres)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ El salario promedio de las mujeres rurales empleadas como jornaleras llega al 22 % del ingreso de los hombres (menos de 1 USD/día para la mano de obra no especializada; USD 1,40 para la especializada. Las mujeres aceptan pagos en especie para complementar su salario en efectivo). ▪ <u>Aunque también existen diferencias entre las mujeres microempresarias, las empresas gerenciadas por mujeres tienden a ser más pequeñas en relación con las gerenciadas por hombres, a desempeñarse más en el comercio y muy poco en la manufactura en la cual los hombres son mayoría, y enfrentan mayores dificultades para el acceso a servicios.</u> <p>Activos físicos</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Efectos negativos del desplazamiento: las mujeres pierden sus viviendas, enseres, muebles e infraestructura para la producción (establos, galpones para pollos, conejos y chanchos, pequeñas infraestructuras de acceso al riego, herramientas y otros) ▪ Tierra (referentes jurídicos: Ley agraria 160 de 1994; Ley 30 de 1998: prioridad a jefas de hogar; orientación hacia mujeres desprotegidas/pobres; obligación de titulación conjunta para las parejas. Buen ejemplo de la normativa resultante de la coalición entre entes estatales y una organización políticamente fuerte de mujeres campesinas –ANMUCIC) ▪ La titulación de tierra a nivel nacional indica que para el 2001 se titularon 44% de hombres, parejas 28% y mujeres 27%. ▪ Sin embargo se muestra una paradoja: Colombia tiene una de las legislaciones más avanzadas en términos de acceso de las mujeres a la tierra y, al mismo tiempo, ésta no sólo no es cumplida por omisión u oposición directa (por parte de funcionarios, líderes y campesinos varones) sino que los derechos básicos son atropellados por latifundistas, ganaderos y narcotraficantes. A nivel nacional existe 1,1 millones de familias pequeñas propietarias y 1,3 (el 54%) son familias campesinas sin tierra. Las mujeres sufren aún más que los varones los atropellos debidos a la concentración de tierras del país 	<p>propios sueños, incluyendo aquéllos que implican el derecho a vivir sin violencia, a trabajar en mejores condiciones, tener tiempo libre, viajar, asociarse, conocer, tomar decisiones en la vida pública y privada, gozar de la cultura, entre muchos otros. Sueños de ciudadanas en democracia que recuperan confianza en el Estado y en sus propias organizaciones sociales.</p> <p><u>Mecanismos del programa</u></p> <p>En el Componente de Inversiones y Capitalización de los Activos de las Microempresas Rurales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inserción en el mercado formal de servicios financieros focalizados en las mujeres ▪ Desarrollo de microempresas de las mujeres, en sus propias organizaciones femeninas o mixtas ▪ Contratación de servicios de asistencia técnica (que incluyen también giras, rutas de aprendizaje y pasantías) para superar los cuellos de botella de los emprendimientos de las mujeres ▪ Bajo demanda, mejoramiento del entorno económico, comercial y ambiental de los negocios a través de tecnología de información y comunicación, y pequeñas infraestructuras y obras. <p>En el Componente de Capacidades e Información para la Articulación de Actores Locales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participación activa de las mujeres en concursos de talentos ▪ Capacitación de las mujeres para gestión del ahorro (relaciones con el sistema formal de servicios financieros, manejo de presupuestos familiares o empresariales) ▪ Acceso de las mujeres a servicios de información económica, cultural y social útil para mejorar sus negocios ▪ Incentivos a instituciones financieras formales para atender a clientela rural pobre, y particularmente a las mujeres, con productos adecuados a sus necesidades ▪ Actualización de los proveedores individuales de servicios para atender a mujeres. 	<p>incrementados a través de la inserción en el mercado formal de servicios financieros y un mejor manejo del ahorro, y el acceso a servicios privados de asistencia técnica</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mujeres con activos físicos y naturales incrementados al superar cuellos de botella en sus negocios y emprendimientos, y acceder a un entorno favorable para el desarrollo de los mismos ▪ Mujeres con activos humanos y sociales incrementados al potenciar sus fortalezas organizativas y culturales, y consolidar la autoestima personal a través del ejercicio de sus derechos de ciudadanas <p>CII: Capacidades e Información para la Articulación de Actores Locales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mujeres con activos humanos incrementados al recibir capacitación focalizada al desarrollo de sus negocios y a la mejor administración de sus activos monetarios, y al impulsar iniciativas culturales que contribuyen a fortalecer su identidad ▪ Mujeres con activos sociales incrementados al estimularse la articulación entre actores, oferentes y demandantes, y al fortalecer el tejido social local. Estos beneficios tendrían consecuencias en el incremento de sus activos físicos y financieros. <p>CIII: Gestión del Conocimiento y Gerencia del Programa</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mujeres con activos humanos incrementados al sistematizar su propio

Diagnóstico (pobreza y dinamismo económico, social y cultural)¹	Enfoques y mecanismos propuestos en el programa	Resultados esperados
<p>▪ Patrones comunes: (i) acceso inequitativo; (ii) alta inseguridad jurídica; (iii) expulsión.</p> <p>Activos naturales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Disminución del área cultivada destinada a la subsistencia (pequeños predios normalmente a cargo de mujeres) ▪ Agotamiento de los recursos naturales utilizados en las artesanías y otros procesos de transformación (hojas de palma, crin de caballos y otros) ▪ Conservación de conocimientos y prácticas tradicionales ligados al manejo de recursos naturales locales y a emprendimientos liderados por mujeres (producción de alimentos y comidas típicas, artesanías, turismo). <p>Estrategias de vida de las mujeres</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Combinación e integración de distintas estrategias económicas ▪ Desarrollo de negocio a nivel familiar mayormente con integración intergeneracional (abuelas, madres e hijas) y a veces intergénero ▪ Búsqueda de nuevas ocupaciones orientadas al mercado que valoricen los conocimientos tradicionales, y la cultura local ▪ Disponibilidad a invertir en los negocios propios y contratar servicios técnicos, pagando una parte de los mismos ▪ Ahorro informal y acceso a prestamistas locales ▪ Inversión en la educación de los hijos y, en algunos casos, en la propia (p. e.j. varias mujeres terminan el colegio después de los 40 años, estudiando con sus hijos) ▪ Participación en organizaciones sociales de base y en redes informales basadas en la confianza y la reciprocidad ▪ Aprovechamiento de recursos naturales locales sobre bases de mayor sostenibilidad. <p>Demandas de las mujeres</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ser consideradas ciudadanas dignas y no objetos de beneficencia pública y asistencia social ▪ Incentivar la creatividad e independencia de muchas mujeres rurales ▪ Facilitar el ahorro (disponibilidad de dinero propio para desarrollar sus negocios, invertir en la educación de los hijos y la propia, disminuir riesgos de distinta naturaleza) 	<p>En el Componente de Gestión del Conocimiento y Gerencia del Programa</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promoción y difusión del programa orientado a la población femenina ▪ Participación de las mujeres en los concursos y sistematizaciones del conocimiento y la experiencia para identificar, valorizar y transmitir sus saberes, y reforzar su identidad y su sentido de pertenencia como ciudadanas ▪ Visualización del rol de las mujeres rurales, sus demandas y sus buenas prácticas en los Talleres del Diálogo de Políticas respecto a la formulación e implementación de las políticas públicas ▪ Visualización del rol de las mujeres rurales, sus demandas más inmediatas en las experiencias empresariales ▪ Gestión del programa orientada a la innovación y el aprendizaje en los aspectos que vinculan el enfoque de género versus los activos de los pobres y sus estrategias para salir de la pobreza ▪ Inserción en la gestión de mecanismos que apoyarían la incorporación de la dimensión de género: (i) presupuesto explícitamente asignado a iniciativas de mujeres o lideradas por ellas; (ii) selección del personal en base a conocimiento, experiencia y actitud positiva frente a la dimensión de género (a incluirse en los TdRs y los criterios para los concursos de mérito); (iii) incorporación de facilitadores, mujeres y hombres, pertenecientes al mismo estrato social de los beneficiarios/as con conocimiento del área y facilidad de contactos con ellos/as; (iv) capacitación del personal en el manejo del enfoque de género durante la ejecución; (v) asesorías técnicas especializadas puntuales; (vi) S&E con indicadores desagregados de género y orientados a identificar los impactos en los activos de las mujeres frente a otros sectores del grupo objetivo y los montos de inversiones canalizadas a ellas ▪ Establecimiento en el área del programa de los CLAROS como mecanismos de asignación de recursos por los propios beneficiarios. En los CLAROS estarían representadas las organizaciones de mujeres de las dos áreas del programa al inicio. 	<p>conocimiento y acceder al conocimiento de sus pares, al valorizarlo e incorporarlo en sus emprendimientos</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mujeres con activos sociales incrementados al difundir los conocimientos puestos en valor, al ejercer mejor sus derechos democráticos a través de sus organizaciones sociales y al influir en los tomadores de decisiones en función del diseño y la implementación de políticas e inversiones públicas pro-pobre, y en particular a favor de las mujeres rurales pobres. Estas inversiones podrían influir a su vez en el acrecentamiento de los activos físicos, financieros y naturales de las mujeres

Diagnóstico (pobreza y dinamismo económico, social y cultural)¹	Enfoques y mecanismos propuestos en el programa	Resultados esperados
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poner en valor los productos y los servicios distintivos existentes en las veredas y los corregimientos (negocios culturales con sello propio) ▪ Acceder a servicios de apoyo técnico (sobre todo con especialistas locales conocidos) para mejorar sus negocios y llegar mejor a sus mercados ▪ Conocer experiencias de negocios exitosas ▪ Obtener obras y bienes públicos locales que faciliten los negocios ▪ Fortalecer las redes de solidaridad local para una mejor interlocución con las instituciones públicas y privadas, visualizando las demandas de las mujeres y sus familias. 		

